

**AGENCE MONETAIRE DE  
L'AFRIQUE DE L'OUEST (AMAO)**



**PROGRAMME DE COOPERATION MONETAIRE DE LA  
CEDEAO**

***RAPPORT SUR LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE***

***2007 - BENIN***

***Freetown, juillet 2008***

L'année 2007 avait été placée sous le signe de la relance économique au Bénin. A cet effet, les prévisions en matière d'investissements publics avaient été inscrites en hausse importante. Cette dynamique devait se traduire par une accélération de la croissance avec un taux d'accroissement de la production escompté de 5,0%. Une telle réalisation devait permettre de donner plus de perspective aux objectifs de réduction de la pauvreté. L'accélération de la croissance devait s'opérer dans un contexte de relative stabilité des prix, le taux d'inflation devant être contenu à 2,6%. Sur le plan budgétaire, le profil des indicateurs devait connaître globalement une amélioration. En particulier, les performances en matière de convergence devaient s'améliorer avec sept (7) réalisations conformes en 2007 contre quatre (4) en 2006.

Au terme de l'année, les résultats ont été relativement mitigés. Le taux de croissance est ressorti à 4,2% contre 3,6% en 2006. Ce regain de dynamisme de l'activité s'est opéré, comme attendu, dans un contexte de stabilité relative des prix. En effet, le taux d'inflation de fin de période s'est situé à 0,3% contre 5,2% en 2006.

## **1 Analyse sectorielle**

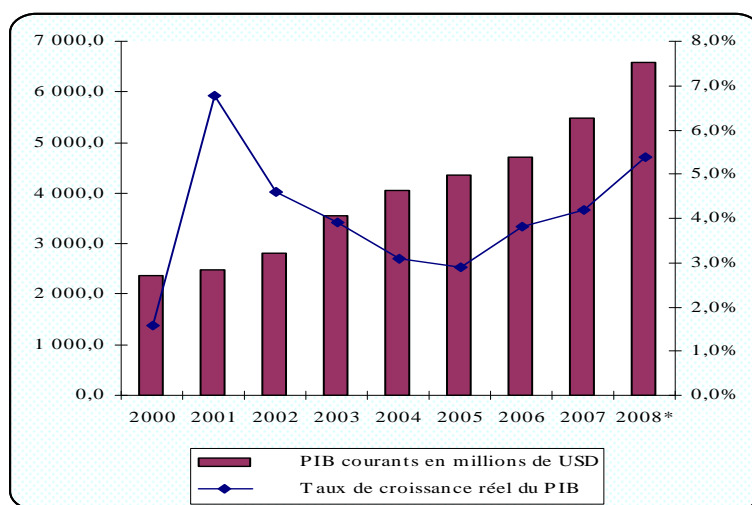
### **1.1 Secteur réel**

Le taux de croissance de l'activité économique s'est établi à 4,2% en 2007 contre 3,8% en 2006. Cette accélération de la croissance est principalement imputable au dynamisme des secteurs primaire et tertiaire.

La valeur ajoutée du secteur primaire a progressé de 4,2% en 2007, sous l'impulsion de la production agricole. L'évolution du secteur primaire est basée sur une hausse de la production du coton de 24,7% suite à certaines mesures incitatives prises par le Gouvernement pour dynamiser la filière cotonnière, notamment le règlement des arriérés aux producteurs, l'approvisionnement à bonne date des intrants à des prix compétitifs et l'augmentation des prix d'achat du coton aux producteurs.

S'agissant du secteur secondaire, sa valeur ajoutée a enregistré également une hausse de 4,0% contrastant avec la baisse de 0,6% de 2006. Ce secteur a été marqué par le regain d'activités des usines d'égrenage de coton suite à une hausse de la production cotonnière de 26,1% lors de la campagne agricole 2006-2007 et aux performances des industries agroalimentaires et manufacturières. Il serait également soutenu par le dynamisme de la branche des BTP.

Quant au secteur tertiaire, impulsé par les effets favorables de la reprise des échanges commerciaux avec le Nigeria, il a enregistré une croissance de 5,4% contre 3,4% en 2006. Ce secteur est également soutenu par les performances des branches « Commerce », « Banques et Assurances » et « Transport et Télécommunication ».

**Graphique 3.1** : Evolution du PIB nominal et du taux de croissance réel

Source : BCEAO, AMAO

Du côté de la demande, la croissance a été tirée essentiellement par l'investissement public qui a connu une hausse de 9,2%. Par ailleurs, la consommation finale totale a progressé à cause des effets conjugués de plusieurs facteurs, notamment les bonnes récoltes de coton et l'augmentation des revenus des cotonculteurs consécutive au paiement des arriérés de vente de coton qui avait amélioré le revenu tiré de cette activité. Par ailleurs, les transferts privés ont fortement augmenté au cours de l'année 2007.

Toutefois, l'amélioration du pouvoir d'achat de la population a été atténuée par la hausse du prix du baril de pétrole et des coûts de transports.

En terme nominal, le taux d'épargne intérieure brute s'est amélioré légèrement pour représenter 10,9% du PIB contre 10,6% en 2006. Epousant le même profil, le taux d'investissement global, soutenu par une importante mobilisation des ressources extérieures, s'est établi à 22,2% contre 21,2% un an plus tôt.

Au chapitre des prix, l'évolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) a été modérée en 2007. Le taux d'inflation annuel de fin de période a été de 0,3% en 2007 contre 5,2% en 2006. Ce repli de l'inflation est imputable aux types de consommation «Produits alimentaires, boissons et tabac», «Articles d'habillement et chaussures» et «Loisirs et culture», dont les baisses sont de 0,8%; 1,1% et 1,1% respectivement. En plus, au cours de l'année, un certain nombre de mesures ont été prises par le Gouvernement pour atténuer la hausse des prix de certains produits de première nécessité. Au titre de ces mesures figurent notamment, la non perception de recettes douanières et fiscales sur certains produits importés, la constitution de stock tampon de produits vivriers et l'instauration pour certains produits d'un régime d'homologation de prix pour une période de trois (3) mois, renouvelable au besoin.

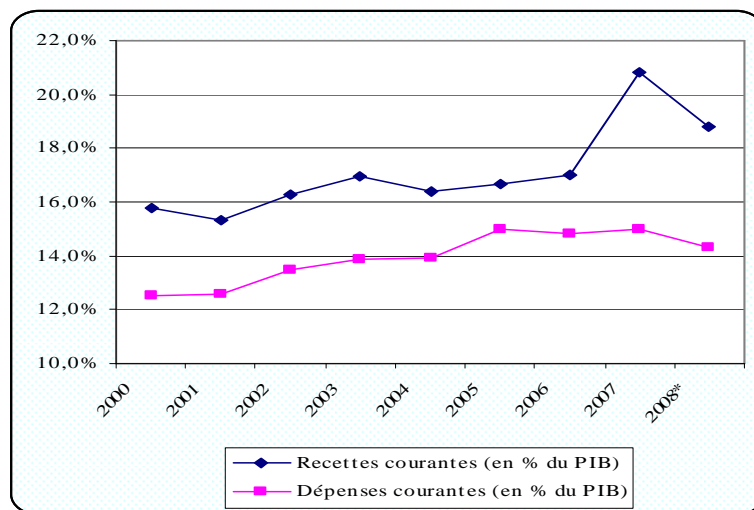
## 1.2 Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est traduite par une amélioration des principaux soldes budgétaires. Cette évolution est la résultante des performances réalisées en matière de recouvrement des recettes budgétaires et d'une modulation appropriée des dépenses budgétaires.

En effet, les recettes budgétaires ont fortement augmenté de 31,4% en 2007 pour représenter un ratio de 20,8% du PIB contre 17,0% en 2006. Cette évolution a été impulsée par les tendances caractéristiques des recettes fiscales mais surtout des recettes non fiscales. Les recettes fiscales se

sont inscrites en hausse de 17,7% grâce à l'intensification des actions de lutte contre la fraude entreprises par les régies financières et les revenus tirés des licences d'exploitation des GSM de téléphonie mobile. Toutes ces évolutions portent le ratio recettes fiscales sur PIB à 16,9%. soit un 1,5 point de plus qu'en 2006.

**Graphique 3.2** : Evolution des recettes et dépenses courantes



Source : BCEAO, AMAO

Si les recettes budgétaires ont connu une augmentation conséquente en 2007, les ressources concessionnelles en revanche, se sont inscrites en baisse de 57,6% et ne représentent plus que 4,1% des recettes totales et dons contre 11,1% un an plus tôt. Cette évolution est imputable à une meilleure trésorerie. Dans l'ensemble, les recettes totales et dons ont enregistré une hausse de 20,9% en 2007 contre 9,6% en 2006. Cela représente un ratio de 21,7% par rapport au PIB nominal soit 2,5 points de plus qu'en 2006.

S'agissant des dépenses totales et prêts nets, ils ont progressé de 15,0% pour représenter 20,9% du PIB. Cette hausse est principalement imputable aux dépenses en capital, dont la progression a été de 85,2% consécutive à la hausse concomitante des dépenses en capital sur financement externe et sur financement interne, respectivement de 54,4% et 97,5%, en 2007. Quant aux dépenses courantes, elles ont été relativement maîtrisées, ne progressant seulement que de 5,1%. Cette performance est due aux mesures prises par le Gouvernement depuis 2006 pour assainir le cadre de gestion des finances publiques, à travers notamment la limitation des ordres de paiement, l'amélioration de la gouvernance interne des régies et le rétablissement de la discipline budgétaire. Les dépenses de salaires n'ont quasiment pas évolué (+0,8%), ce qui s'est traduit par une amélioration du ratio par rapport aux recettes fiscales qui passe de 37,1% en 2006 à 34,5% en 2007.

Au total, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par une nette amélioration des déficits budgétaires. Ainsi, le déficit global hors dons est quasiment nul et ne représente que 0,1% du PIB contre 2,5% en 2006. Quant au solde global (dons compris), il enregistre un excédent représentant 0,8% du PIB nominal contre un déficit de 0,2 du même PIB nominal en 2006.

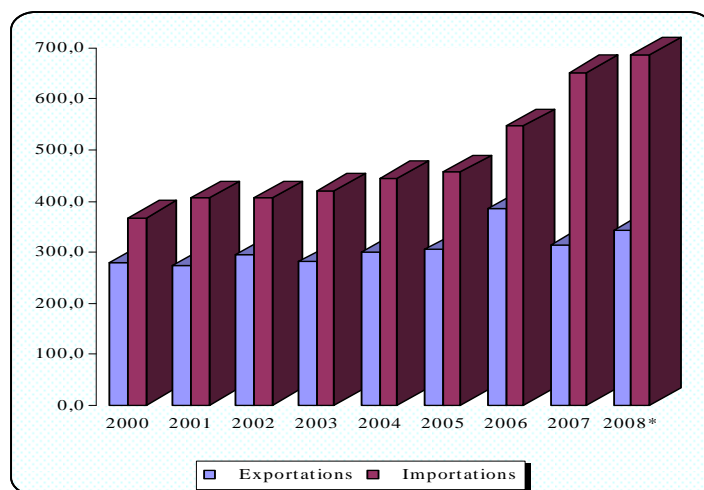
En ce qui concerne la dette publique totale, le ratio par rapport au PIB s'est établi à 22,8% à fin décembre 2007 contre 22,3 en 2006. Le service dû de la dette extérieure rapporté aux recettes budgétaires s'est situé à 3,4% contre 3,6% en 2006.

### 1.3 Secteur extérieur

L'analyse de la situation des balances de paiements à fin décembre 2007 fait ressortir un solde excédentaire global de 25 milliards de francs CFA. Cette situation est la résultante essentiellement des évolutions défavorables enregistrées au niveau du compte des opérations courantes sous la contrainte de la dégradation des termes de l'échange.

En effet, les exportations se sont établies en 2007 à 314,5 milliards accusant ainsi une baisse de 18,2% en relation avec la déprime des prix des principaux produits d'exportation notamment le coton. Les importations en valeur FOB ont été de 652,9 milliards, en hausse de 19,3% par rapport à l'année 2006, sous l'effet de l'accroissement des achats de produits alimentaires, d'autres biens de consommation, de biens d'équipement et de produits pétroliers. Le déficit commercial est ressorti, en hausse, à 337,6 milliards en 2007 contre 162,2 milliards en 2006. En dépit d'un accroissement des transferts sans contrepartie (+22,8%), ce déficit combiné aux soldes déficitaires des services (-57,6 milliards) et des revenus (-9,9 milliards) ont concouru à la réalisation d'une balance des opérations courantes hautement déficitaire équivalent à 9,1% du PIB nominal en 2007. Par rapport à 2006, ce ratio connaît une aggravation de 4,5 points de pourcentage.

**Graphique 3.3 :** Evolution des exportations et importations



Source : BCEAO, AMAO

Le solde du compte de capital est ressorti créditeur de 79,1 milliards en 2007 contre 603,8 milliards en 2006. Celui du compte d'opérations financières est excédentaire de 185,0 milliards contre une situation déficitaire de 372,2 milliards en 2006.

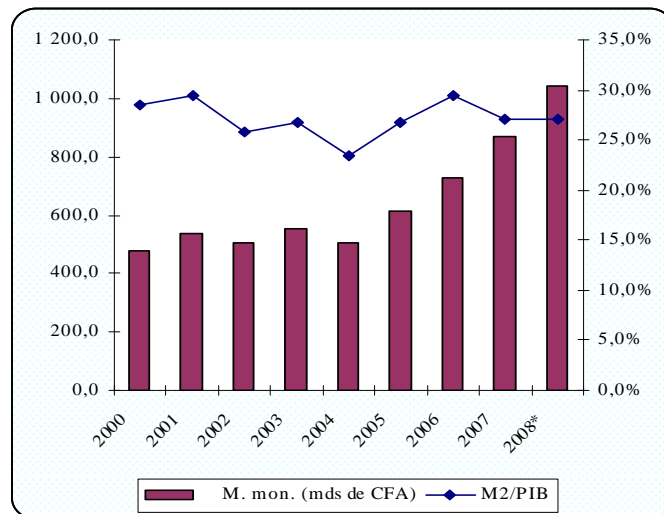
## 1.4 Secteur monétaire

Dans la zone UEMOA, la gestion de la monnaie et du crédit s'est appuyée sur la politique des taux d'intérêt et sur le système des réserves obligatoires. Dans un contexte de relative maîtrise de l'inflation, la Banque Centrale a maintenu ses taux directeurs inchangés à 4,25% pour le taux de pension et à 4,75% celui d'escompte. Le coefficient de réserve obligatoire est demeuré à 15,0% au Bénin. Cette situation s'est traduite à fin décembre 2007 par des évolutions contrastées des principaux agrégats monétaires.

En effet, les avoirs extérieurs nets ont enregistré une hausse de 26,3% à fin décembre 2007 par rapport à la même période de l'année précédente. Cette évolution s'explique par l'augmentation de 84,6 milliards des avoirs extérieurs nets de la BCEAO et par la hausse de 52,0 milliards des disponibilités extérieures des banques.

L'encours du crédit intérieur est ressorti à 231,9 milliards à fin décembre 2007, en recul de 9,1% par rapport à fin décembre 2006. La position nette créditrice du Gouvernement s'est établie à -288,0 milliards à fin décembre 2007 contre -160,7 milliards un an plus tôt, soit une amélioration de 127,3 milliards. Cette évolution est liée à la hausse de 157,4 milliards des dépôts dans le système bancaire, à la suite des actions vigoureuses de recouvrement des créances de l'Etat menées par le Gouvernement. L'encours des crédits à l'économie s'est inscrit en hausse de 25,1%, pour ressortir à 520,0 milliards. Cette évolution est imputable aux crédits ordinaires qui ont augmenté de 92,5 milliards. La hausse des crédits ordinaires résulte essentiellement de la mise en place de crédits en faveur d'entreprises évoluant dans les secteurs de l'agro-industrie, de la distribution de produits pétroliers, de l'énergie, des télécommunications, de la microfinance, du commerce général et des services.

**Graphique 3.4** : Evolution de la masse monétaire



Source : BCEAO, AMAO

La masse monétaire s'est accrue de 19,7% sur la période sous revue, pour s'établir à 869,4 milliards en décembre 2007. Cette évolution s'est traduite par un accroissement de 33,3% des dépôts en banque, atténué toutefois par une baisse de 5,6% de la circulation fiduciaire.

## 2 Performance au titre de la convergence macroéconomique

L'amélioration d'ensemble des fondamentaux macroéconomiques enregistrée par l'économie béninoise s'est répercutée sur le niveau de performance d'ensemble en matière de convergence. Huit (08) objectifs ont été réalisés contre quatre (04) en 2006. C'est la meilleure performance en matière de convergence enregistrée par l'économie béninoise depuis 2003.

**Tableau 3.1: SITUATION DE LA CONVERGENCE DU BENIN**

	Norme	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008*
<b>Critères de premier rang:</b>										
i) Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	3,6	2,6	3,1	4,4	5,5	4,6	2,5	0,1	4,0
ii) Taux d'inflation	≤ 5%	4,2	4,0	2,4	1,5	0,9	3,8	5,2	0,3	1,9
iii) Financement BC	≤ 10% RF n-1	4,3	0,0	4,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
iv) Reserves UEMOA	≥ 6 mois Imports	5,8	6,7	7,6	6,0	7,7	6,0	6,0	7,0	7,4
Reserves pays (indicatif)		6,5	6,7	7,0	7,2	7,8	9,3	10,4	8,4	8,9
<b>Critères de second rang</b>										
i) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	12,8	12,6	13,7	14,4	14,6	14,5	15,4	16,9	17,0
ii) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35% RF	31,1	32,0	31,9	33,5	38,0	39,1	35,6	30,5	33,1
iii) Investissements interres/Recettes	≥ 20% RF	12,4	18,9	19,3	23,2	21,5	22,8	12,8	20,5	23,7
iv) Taux d'intérêt réel	> 0	-0,7	-0,5	2,3	2,8	3,6	-0,3	-1,7	3,2	1,6
v) Stabilité du Taux de change réel	± 5%	-14,6	-3,0	5,9	21,7	9,6	2,2	0,2	-1,9	0,7
<b>Nombre de critères respectés</b>		5	6	6	6	5	5	4	8	8

Source : AMAO, BCEAO.

(\*\*) : Prévisions annuelles

Au niveau des critères de premier rang, tous les objectifs ont été atteints en 2007. La tendance d'amélioration continue du profil des critères de convergence s'est maintenue en ce qui concerne le déficit budgétaire qui est passé de 3,7% en 2003 à 0,1% en 2007. Cette tendance caractérise tous les autres critères entre 2006 et 2007 à l'exception du critère relatif aux réserves extérieures brutes. Compte tenu de la politique de mise en commun et de gestion commune des réserves dans le cadre de l'UEMOA, une analyse individuelle peut être trompeuse. Néanmoins, on peut noter de façon indicative que le niveau de réserves imputables au Bénin est suffisamment élevé pour couvrir l'équivalent de plus de huit (08) mois de ses importations à fin 2007. De même, les pressions inflationnistes qui ont été fortes en 2006, se sont dissipées en 2007.

Au titre des critères de second rang, quatre (04) critères sont également respectés en 2007 contre un (01) en 2006. Seul le critère portant sur le ratio recettes fiscales sur PIB n'a pas été respecté. Toutefois, une forte amélioration a été enregistrée par rapport à ce critère avec un ratio qui passe de 15,4% en 2006 à 16,9% en 2007. Cette amélioration s'est favorablement déteinte sur le critère relatif à l'investissement financé sur ressources internes qui passe de 12,8% en 2006 à 20,5% en 2007.

## 3 Perspectives 2008

Les autorités béninoises ont récemment réaffirmé leur engagement à réaliser les objectifs du millénaire pour le développement et ceux de la réduction de la pauvreté. Pour donner plus de relief à cet engagement, des Orientations Stratégiques de Développement (OSD) ont été définies à travers six axes principaux d'activités. Il s'agit de la reconstruction d'une administration moderne et efficace, au service de l'intérêt général et du développement du secteur privé, de la poursuite de l'assainissement et de la stabilisation du cadre macroéconomique, de la promotion d'un renouveau économique par la mise en place d'un environnement économique et institutionnel de norme internationale, du renforcement du capital humain pour améliorer la productivité de l'économie nationale, du développement des infrastructures de qualité nécessaires à l'accroissement des investissements privés et enfin du développement équilibré et durable de l'espace national.

La mise en œuvre de ces orientations devrait favoriser l'émergence d'une dynamique entrepreneuriale et créer les conditions favorables à la réalisation d'une croissance tonique et durable pour l'économie nationale. L'hypothèse de base se fonde sur la réalisation d'une croissance relativement soutenue de 6,8% en 2008 sous l'impulsion précisément des progrès attendus dans l'ensemble des secteurs de l'économie.

Le secteur primaire enregistrerait une croissance de 7,0% basée, principalement sur la relance de la production du coton, dont l'objectif est de 450 000 tonnes pour la campagne 2007-2008. S'agissant du secteur secondaire, il progresserait de 6,1% sous l'impulsion des activités de l'industrie manufacturière, notamment avec la reprise des activités des industries de transformation du coton. Toutefois, les progrès attendus du secteur secondaire pourraient être limités par les effets négatifs des délestages opérés dans la fourniture de l'énergie électrique. En effet, face à la hausse de la demande et à la réduction de la quantité d'énergie électrique livrée par le Ghana suite à l'assèchement du barrage d'Akosombo, des délestages fréquents et de longue durée sont quotidiennement opérés.

Quant au secteur tertiaire, il augmenterait de 3,0% en 2007. Il serait tiré par les activités commerciales soutenues par les réexportations vers le Nigeria et l'amélioration de l'activité portuaire favorisée par le développement du transit vers les pays de l'hinterland.

Au plan des finances publiques, la poursuite des efforts de rigueur budgétaire devrait accroître l'efficacité budgétaire et se traduire par une amélioration des principaux ratios notamment ceux retenus en matière de convergence. En 2008, huit critères de convergence devraient être respectés tout comme en 2007.

#### **4 Conclusion et recommandations**

Les réalisations économiques obtenues en 2007 ont été probantes en dépit d'une conjoncture internationale difficile. Toutefois, une poursuite dans une certaine durée de cette conjoncture en 2008 risquerait de compromettre profondément les acquis déjà enregistrés et surtout annihiler les perspectives retenues d'une consolidation de ces acquis voire leur amélioration en 2008. Pour ce faire des dispositions appropriées se doivent-elles d'être prises pour consolider ces résultats à travers, en particulier :

- La poursuite la mise en oeuvre des actions visant la maîtrise des prix et la préservation du pouvoir d'achat de la population dans un contexte de lutte de contre la pauvreté et la protection des couches vulnérables ;
- la finalisation de la mise en oeuvre des programmes de réformes structurelles dans les filières, notamment, celle de coton ;
- le renforcement des initiatives favorisant la création et le développement de nouvelles filières agricoles et la diversification des exportations ;
- l'intensification des réformes visant la réduction de la dépendance énergétique et le développement des télécommunications afin de renforcer le potentiel de production et d'accroître la compétitivité de l'économie.